LA DROITE
ET
LA GAUCHE

DU MÊME AUTEUR

CHEZ LE MÊME ÉDITEUR

- L'HÉRÉSIE DU XXe SIÈCLE, tome 1.
- L'HÉRÉSIE DU XXe SIÈCLE, tome II : Réclamation au Saint-Père.

Et cetera.

JEAN MADIRAN

LA DROITE ET LA GAUCHE

NOUVELLES ÉDITIONS LATINES
1, rue Palatine - 75006 PARIS

I.S.B.N. *: 2-7233-0017-X*
1977, by Nouvelles Éditions Latines, Paris

I

LA DROITE EST UNE INVENTION DE LA GAUCHE

La distinction entre une droite et une gauche est toujours une initiative de la gauche, prise par la gauche au profit de la gauche : pour renverser les pouvoirs ou pour s'en emparer.

Il y a une droite, d'ailleurs étonnée de l'être, et mal consentante, dans la mesure

où une gauche se forme, la désigne, s'oppose à elle. C'est ainsi que les choses commencent, ou recommencent, et non en sens inverse. Ceux qui instaurent ou relancent le jeu droite-gauche se situent eux-mêmes à gauche, ils délimitent une droite pour la combattre et pour l'exclure. Dans un second moment, la droite ainsi désignée et prise à partie se serre les coudes, ordinairement ni assez vite ni assez fort, s'organise, se défend, contre-attaque, quelquefois victorieusement : ce n'est jamais que défense et contre-attaque, voire représailles.

Cette forme de la lutte politique n'existait pas avant 1789.

Nulle part depuis 1789, on n'a vu se constituer une droite, se posant en s'opposant, prenant l'initiative de la division et

du combat, désignant une gauche et ouvrant contre elle les hostilités.

Est « de droite » celui que la gauche désigne ou dénonce comme tel : et l'inverse n'est pas vrai. Cette désignation, cette dénonciation invoque des critères qui varient beaucoup selon les temps et les lieux ; ce qui ne varie pas, c'est d'être un *hoc volo, sic jubeo* souverainement arbitraire, et cet arbitraire va de soi : il n'y a pas de distinction objective entre la droite et la gauche, une distinction qui serait la cause de leur constitution en groupes politiques ; il y a, à l'origine, un acte de pure volonté, qui institue le jeu droite-gauche, ou plus exactement le jeu *gauche contre droite.* Ceux qui inventent, imposent, dirigent et arbitrent ce jeu sont les hommes de gauche. Ceux qui le refusent, ou le subissent, et en tous cas ne

parviennent jamais à l'arbitrer sont les hommes de droite.

La gauche se désigne elle-même et la droite est désignée par la gauche. La gauche lance le jeu gauche contre droite et elle fixe la règle du jeu. La droite sait ou sent plus ou moins clairement qu'elle subit ce jeu sans pouvoir en modifier les règles. La droite, même extrême, quand elle est déçue ou trahie par un Paul Reynaud, un Charles de Gaulle ou un Giscard, leur dit qu'ils cèdent à la gauche, qu'ils en appliquent le programme, qu'ils désertent. Mais elle ne dit pas que Paul Reynaud, Charles de Gaulle ou Giscard sont devenus des hommes de gauche : ou si elle le dit, elle le dit parfaitement en vain. Elle ne les rejette pas à gauche. Elle n'en a ni le droit ni la possibilité. Ce n'est pas elle qui place les étiquettes.

La gauche au contraire, maîtresse et arbitre de ce jeu qu'elle a inventé sur mesure pour qu'il soit le sien, rejette à droite qui elle veut, comme elle le veut, selon l'occasion et l'intérêt tactique. Elle rejette à droite l'ancien socialiste Pierre Laval et l'ancien socialiste Mussolini. Elle représente Hitler, démagogue socialiste et révolutionnaire, comme un homme de droite. Comme un homme de droite, Charles de Gaulle, arrivé au pouvoir en 1944 avec les communistes, et gouvernant avec eux. La gauche dispose à son gré de la nomenclature.

L'exemple démocrate-chrétien est le plus significatif. Le dessein constant de ce courant tout au long du vingtième siècle, de Marc Sangnier à Montini, est de désolidariser le christianisme de la droite et de combattre le conservatisme, l'immobilisme, la réaction. Pourtant il n'est admis

à gauche que lorsque la gauche le veut ; en fait, à titre provisoire. Quand la gauche le décide, elle le rejette à droite avec une extrême facilité, elle l'affuble du qualificatif de « droite conservatrice » et « cléricale » : cela se produit chaque fois que le courant démocrate-chrétien veut manifester au sein de la gauche une attitude autonome, contrariant la ligne dominante du progressisme maçonnique et philocommuniste. Les états de service passés, les services précédemment rendus ne comptent plus. Ce n'était pas rien, pourtant, que d'avoir prêté les mains et le cœur à la plupart des exploits historiques auxquels se reconnaissent les hommes de gauche : aux milliers d'assassinats terroristes pendant la guerre mondiale, à leur constante glorification politique, morale et religieuse depuis trente ans, falsifiant la vérité, faussant les consciences, car ces crimes étaient des crimes, qu'aucune

intention de résistance aux crimes de l'occupant ne peut valablement justifier ni excuser, ces crimes n'étaient pas des actes de guerre légitimes et courageux, ils étaient aussi ignobles, dans leur clandestinité anonyme et indistincte, que le fut distinctement, devant tout un peuple et devant l'histoire, l'assassinat de Philippe Henriot : si cet assassinat était un acte de guerre, courageux et légitime, pourquoi donc n'a-t-on jamais décoré les assassins ? Ce n'était pas rien, pour le courant démocrate-chrétien, que d'avoir prêté les mains et le cœur, après la guerre, aux dizaines de milliers d'exécutions sommaires, aux massacres, aux spoliations, à la confiscation gaullo-communiste de la presse et de l'édition, à la mise à mort de Robert Brasillach, à l'emprisonnement perpétuel de Charles Maurras, à la mort en prison du plus vieux prisonnier du monde, le maréchal Pétain. Par l'enlèvement et l'assas-

sinat du duc d'Enghien, Napoléon Bonaparte s'était a fait Convention : mais il en venait, il en était. Le courant démocrate-chrétien, quoi qu'il en ait, vient de droite, puisqu'il vient du catholicisme ; même en multipliant les assassinats du duc d'Enghien, il n'a pu obtenir à gauche qu'une naturalisation sous condition, constamment révocable. Révoquée quand il rechigne à la liberté de l'avortement. Même le démocrate-chrétien Montini, tant prisé à gauche comme un esprit moderne, tolérant, ouvert et démocrate, quels que soient ses services rendus comme efficace compagnon de route dans les voies de l'humanisme et du progrès, le voilà, dès qu'il refuse de collaborer à la légalisation universelle de l'avortement, le voilà qui pour la gauche redevient un pontife réactionnaire, un homme de droite, une survivance anachronique du despotisme clérical. Et l'inverse n'est pas vrai : la droite

fréquemment voudrait rejeter à gauche les démocrates-chrétiens, pour lever leur ambiguïté centriste et couper ce canal d'une hémorragie de la droite vers la gauche. La droite n'y arrive jamais. Elle constate son échec en voyant une proportion notable des suffrages de droite se porter régulièrement sur les démocrates-chrétiens. Ces suffrages, la gauche seule peut les rendre à la droite, en acceptant clairement la démocratie-chrétienne dans son sein. Mais pour cette raison, et pour d'autres, la gauche ne l'y accepte ni volontiers ni souvent.

De dépit, la démocratie-chrétienne en serait tout à fait morte, si un *aggiornamento*, survenu à temps, ne l'avait réanimée et remise au goût du jour, sous la dénomination de socialisme chrétien.

Donc, on décide d'être de gauche, tandis qu'on accepte plus ou moins d'être de droite.

On décide et on choisit d'être de gauche, pour jouer au jeu gauche contre droite. Mais on subit le fait d'être placé à droite, et l'on préférerait ne pas avoir à participer au jeu.

Ce n'est qu'en un second temps et en un sens second que l'on choisit d'être de droite : pour combattre à la fois la gauche et son jeu gauche contre droite ; et pour faire cesser le jeu. Car le jeu, c'est toujours, c'est seulement gauche contre droite et non l'inverse. La règle du jeu, c'est de marcher contre la droite, non le contraire.

De temps en temps, quelques-uns veulent faire de la droite une autre gauche ;

une gauche contre la gauche ; combattre la gauche de la même manière que la gauche combat la droite. Sans voir que *ce* combat et *cette* manière sont l'essence de la gauche, et son crime, et le pire des maux politiques, le plus mortel pour les sociétés civilisées.

On est de gauche pour organiser une agression : contre l'injustice, dit la gauche, et d'ailleurs c'est souvent vrai. Mais la mobilisation idéale et abstraite contre l'injustice s'incarne en une guerre aux responsables, réels ou supposés, de l'injustice ; en une stratégie, simultanément, pour s'emparer du pouvoir, de tous les pouvoirs, le pouvoir et les pouvoirs étant réputés nécessaires pour vaincre l'injustice jusque dans ses causes. Ainsi la gauche est révolutionnaire, elle se constitue pour renverser les hommes et les institutions en place dans l'Etat, dans la profes-

sion, dans la société. En face de quoi, on est de droite d'abord par légitime défense ; la sienne propre et rendre coup pour coup, c'est bien normal. La légitime défense, surtout, d'un corps social déchiré par l'agression de la gauche, voire menacé d'en périr, même quand l'agression a pris pour thème ou pour prétexte une réelle injustice.

Ainsi la gauche invente et crée non seulement elle-même et son jeu, mais son adversaire. La droite elle aussi est une invention de la gauche.

II

HORS DE LA GAUCHE IL N'Y A QUE LE CHRISTIANISME

Il y a toujours des injustices sociales. Il est toujours moralement nécessaire de les corriger. On n'en a jamais fini, parce que la vie sociale change et se transforme sans cesse : non dans sa substance, mais dans ses formes extérieures et ses usages,

ses procédures et ses activités, qu'il faut indéfiniment rectifier pour les ajuster au bien commun. Les sociétés modernes ont toutes une gauche se réclamant de la lutte contre les injustices. Il est cependant, contre les injustices sociales, une autre méthode que de constituer une gauche et de s'organiser pour la prise du pouvoir c'est la méthode chrétienne, celle qui a supprimé l'esclavage classique, et accompli, ce faisant, la plus grande réforme sociale de tous les temps, mais sait-on aujourd'hui comment elle l'a supprimé, et si l'on vous disait que ce fut principalement par le sacrement de mariage est-ce que vous comprendriez, vous autres politiques, ce que l'on vous dit ? Le christianisme a supprimé l'injustice de l'esclavage classique, et aucune gauche peut-être n'aurait pu le faire, aucune en tous cas n'aurait pu y arriver sans le remplacer du même coup par un esclavage plus féroce.

Car finalement nous avons eu et la gauche et l'esclavage nouveau, celui qui est administratif, bureaucratique, concentrationnaire. Le goulag bat tous les records, et ce n'est pas le christianisme, ce n'est pas la droite qui l'a inventé. Nous l'aurions eu plus tôt dans l'histoire si la gauche était venue plus tôt.

Parce que la gauche lutte contre l'injustice, parce que le christianisme lutte contre l'injustice, on en est venu au vingtième siècle à les confondre. Ce n'est pas la gauche qui commet le plus souvent cette confusion, ce sont les chrétiens, et cela est déjà une indication : si le christianisme était essentiellement de gauche, la gauche finirait par accepter les chré-

tiens autrement que par occasion, par tactique, par exception.

La gauche et le christianisme luttent tous deux contre l'injustice, et quelquefois même contre la même injustice, mais jamais de la même façon : jamais, sauf contamination de la méthode chrétienne par la méthode de gauche. Les deux méthodes ne peuvent même pas s'associer, parce qu'elles ne sont ni parallèles ni convergentes, en vérité elles sont contraires. La gauche combat l'injustice par la révolte des victimes ; le christianisme combat l'injustice par la conversion des pécheurs. Ces deux méthodes s'excluent toujours en droit et souvent en fait.

Elles ne s'excluent pas toujours en fait parce que le christianisme reconnaît exceptionnellement, dans des cas extrêmes et extraordinaires, la légitimité des

révoltes politiques. Mais la gauche fait de la révolte sa méthode ordinaire et constante. Le christianisme n'y consent que dans les occasions les plus rares et les plus graves, c'est-à-dire en fait contre les excès de despotisme d'un usurpateur de gauche. C'est la contre-révolution espagnole en 1936, c'est la contre-révolution, au Brésil en 1962, au Chili en 1974 : la contre-révolution militaire et catholique, celle que la France a déjà manquée deux ou trois fois en ce siècle ; la seule qui supprime et la gauche, et la droite, et le jeu gauche contre droite. Le christianisme n'a pas prêché la révolte contre les abus, éventuellement tyranniques, des monarchies européennes de droit divin. Il s'est révolté contre la domination communiste, même juridiquement légale, dans l'Espagne de 1936, le Brésil de 1962, le Chili de 1974. C'est que tous les « pouvoirs publics », même persécuteurs du christianisme, ne

sont pas jugés par le christianisme uniquement à leurs actes. Aux actes mauvais des uns, il oppose seulement, dans l'inébranlable fermeté du martyre : « Tu n'aurais aucun pouvoir sur moi s'il ne t'avait été donné d'en haut. » Aux actes mauvais des autres il oppose que, plus mauvaise encore que leurs actes, il y a leur intolérable prétention de tenir leur pouvoir d'en bas. La conversion des uns sera d'exercer selon la justice le pouvoir qu'ils détiennent ; la conversion des autres sera de renoncer à un pouvoir qu'ils détiennent injustement.

On n'enlève rien à la force de ces vues générales en remarquant que chaque individu est un cas unique. Un même personnage peut soutenir simultanément des positions et attitudes contraires, que leur

logique propre devrait exclure. Toutes les contaminations se produisent. Il existe des chrétiens de gauche. Il existe des hommes de gauche qui se comportent en hommes de droite et inversement. Mais ce n'est pas la règle ; et surtout, par-delà toute considération statistique, ce n'est pas l'esprit. Il y a un esprit de la gauche. Et il y a un autre esprit. N'attendez pas que je dise qu'en face de l'esprit de la gauche il y a un esprit de droite : il n'y en a pas en tant que tel et à ce niveau. Car en tant que tel et à ce niveau, l'esprit de la droite est une invention de la gauche. La gauche consiste à créer

1) une gauche par rassemblement et conspiration,

2) une droite par exclusion et dénonciation,

3) une lutte gauche contre droite.

A ce niveau donc la droite relève de l'esprit de la gauche. Mais il y a un autre esprit, qui est l'esprit du christianisme. Par nature et par vocation, ils s'excluent. Ils se rencontrent aussi : par occurrence illogique, c'est-à-dire par confusion.

Travailler à soutenir l'existence d'une droite, fût-ce verbalement dans le domaine des concepts, c'est déjà faire le jeu de la gauche, puisque toute la spécificité de la gauche est d'inventer arbitrairement l'existence d'une droite et la nécessité de la combattre politiquement. L'esprit qui n'est pas de gauche, qui n'est pas une invention de la gauche, et qui au demeurant existait bien avant elle, c'est l'esprit chrétien ; c'est la tradition catholique ; c'est la civilisation chrétienne.

Il est assez malaisé de l'expliquer sans qu'un imbécile ou plutôt cent imbéciles, ou plutôt mille et dix mille, s'exclament aussitôt

– Donc, selon vous, le christianisme est de droite ?

Par nature et de lui-même, le christianisme ne se situe pas dans un camp des luttes civiles plutôt que dans l'autre. On l'y met. Le christianisme est un esprit, est une réalité que la gauche rejette volontiers à droite. Et il est bien vrai que si l'on recherche en ce monde un esprit et une réalité qui ne soient certainement pas de gauche, qui ne doivent absolument rien à l'influence de la gauche, qui appartiennent à coup sûr à un autre univers mental et moral, on ne trouvera que le christianisme. J'entends non pas le surnaturel du christianisme, isolé s'il était possible de

son naturel ; j'entends inséparablement toutes les réalités naturelles que le christianisme rectifie, assume et élève dans son surnaturel ; le christianisme n'est pas l'évangile sans le décalogue, – sans le décalogue il n'y aurait plus d'évangile ; l'évangile est la réponse au problème insoluble du décalogue, l'évangile est la bonne nouvelle que le décalogue pourra être sauvé en nous et par nous, et notre destinée s'accomplir au lieu d'échouer. Tel est le rudiment qui fut connu par cœur, et compris par cœur, pendant dix-neuf siècles, et qui paraît radicalement ésotérique à l'obscurantisme spirituel du vingtième siècle. Cette loi naturelle maintenant incomprise, j'en ai suffisamment parlé ailleurs (paru ou à paraître). Mon affaire en ce moment n'est pas de l'expliquer. Seulement de préciser que je parle du christianisme, le vrai, l'immortel, le catholique, le divinement révélé, l'immuable, et

non pas de la nouvelle religion issue de l'évolution conciliaire. Le christianisme est cela même que la gauche rejette politiquement à droite, et elle l'y rejette essentiellement à cause de son esprit, à cause de sa réalité. Réalité, esprit constitutifs du christianisme et que le christianisme n'a pas à abdiquer. Il est quelquefois conduit à le faire plus ou moins en voulant ne point se laisser rejeter à droite : le sentiment juste qu'il n'est pas un parti politique le pousse, pour le manifester, à cette partielle abdication. Le christianisme sait bien qu'il n'est pas *de droite,* puisqu'il sait bien qu'il n'est pas *de ce monde.* Mais ce n'est pas du tout la même chose

a) n'être pas de ce monde en réalité ;

b) n'être pas de droite au jugement de la gauche.

Le prince de ce monde fait croire aux chrétiens modernes que « b » est la preuve tangible, la preuve indispensable de « a » ; la condition donc de leur salut éternel ; et le moyen nécessaire de la conversion générale ; et enfin le signe que leurs péchés sont pardonnés.

Leurs péchés, bien sûr. Le christianisme en ce monde, c'est-à-dire l'Eglise militante avec ses saints, ses hiérarques, ses prêtres, ses fidèles, le christianisme en ce monde est uniquement composé de pécheurs, diversement occupés (ou en tous cas appelés) à être dans le monde sans être du monde. Ils font chaque jour leur examen de conscience, ou du moins ils étaient avant le concile invités à le faire, et à se détacher du monde selon la loi de Dieu : on leur fait croire que cela revient exactement à se détacher de la droite selon la loi de la gauche. Au lieu de se séparer

du monde à l'appel de Dieu, les chrétiens maintenant se séparent de la droite à l'appel de la gauche. Ils accomplissent ainsi le tour de force de se séparer d'eux-mêmes ; pour aller se perdre dans le monde.

Car c'est finalement dans la mesure où ils renoncent à être « dans le monde comme n'en étant pas » que les chrétiens passent à gauche. Ils passent au monde pour s'en faire reconnaître. Vaine entreprise tant qu'ils garderont quelque chose du christianisme : pour la gauche, est de droite tout ce qui n'est pas de gauche ; et la religion chrétienne n'est évidemment pas une invention de la gauche.

Pour la gauche, tout ce qui n'a pas été trouvé ou fabriqué dans le monde moderne par la gauche moderne est politiquement arriéré et rejeté à droite. La

gauche s'est intéressée à Vatican II et à l'évolution conciliaire dans la mesure où elle y voyait l'invention moderne, par des hommes de gauche, d'une nouvelle religion.

Le christianisme est donc de droite en ce sens que tout ce qui n'est pas de gauche est rejetable à droite par la gauche. C'est le décret de la gauche et lui seul qui en décide. Le christianisme comme les autres n'est de droite que par décision arbitraire de la gauche. Comme les autres ? La question est posée de savoir s'il y en a beaucoup d'autres. S'il y en a quelques autres. S'il y en a un seul autre. Sinon par accident. Essentiellement, c'est le christianisme traditionnel que la gauche rejette à droite, depuis le début de la gauche, depuis le dix-huitième siècle, depuis Voltaire et les encyclopédistes, depuis la révolution de 1789 et ses grands faux principes.

A cause des péchés des chrétiens : de leurs injustices. A cause ? A cause seconde ; à l'occasion ; occasion réelle, parfois ou souvent. Mais il y a dans la gauche une *intentionnalité* dont elle n'a pas plus conscience que l'outil aux mains du maçon.

III

L'EVOLUTION A GAUCHE

Avant que les termes de péché *originel* ne soient devenus ésotériques, c'est-à-dire avant l'évolution conciliaire, on disait que la gauche se distinguait en n'y croyant pas, ou peu. Ce n'est pas assez dire. La gauche croit que les conséquences cons-

tatables du péché originel sont en réalité les conséquences des péchés de la droite, et qu'en supprimant cette pécheresse on supprimera l'injustice sociale. Et elle dresse des réquisitoires. La droite répond ordinairement, comme dans l'histoire du chaudron, premièrement qu'elle n'est pas de droite, secondement que ce n'est pas la droite qui a commis le péché, et tertio que ce péché n'était pas si grave ; elle n'en persuade évidemment point la gauche, mais elle s'en persuade elle-même, ce qui fait les « bien-pensants ». Ou plutôt les faisait. Car à force de massacrer la droite

droite ne veut abattre rien ni personne, et n'abat jamais que dans les justes ou injustes violences auxquelles la conduisent les nécessités réelles ou supposées de sa légitime défense. La droite veut un ordre où tout et tous aient une place : et ce n'est pas toujours leur place, et c'est alors l'injustice. Mais surtout, la droite ne veut ni cela ni autre chose en tant que droite : en tant que droite, elle ne se pense pas, elle ne se veut pas, elle se subit, c'est la gauche qui la veut et qui la pense en tant que droite. La gauche rejette à droite les « apolitiques » et les contemplatifs, qui ne lui servent à rien ou même qui la gênent. La droite accepte et défend les « apolitiques » et les contemplatifs, quoique ceux-ci ne puissent, par définition, le lui rendre politiquement. La droite approuve, accueille, soutient, mais trop souvent avec mollesse, tout ce qui est sans profit pour les luttes civiles.

La droite est, sans le savoir, *ce qui est.* La gauche, le sachant et le voulant, est *ce qui combat.* Ce qui est, c'est souvent l'injustice, mais à la manière de la maladie : comme la maladie dans un corps physique, l'injustice n'existe pas en elle-même, elle existe dans un corps social. Combattre l'injustice peut aussi bien tuer le malade, ou l'estropier inutilement. L'homme de gauche (qui a naturellement dans son parti autant ou davantage de profiteurs et de politiciens que le parti adverse) est sincèrement indigné par des injustices qui sont un motif véritable d'indignation ; et par quelques autres aussi, qui n'existent que dans son imagination mais il faut dire qu'il brouille et embrouille tout en confondant la justice et l'égalité

les grands et les gros, dans quelque ordre que ce soit, ne peuvent être grands et gros, il le croit ou du moins il le dit, que par l'effet d'une injustice. L'indignation est

facile à créer, facile à développer, facile à exploiter quand on s'appuie aussi sur l'envie, *invidia democratica,* qui bien sûr préexistait à la gauche, et de beaucoup, mais que la gauche depuis 1789 a organisée idéologiquement, sociologiquement, systématiquement. On en arrive à une situation de l'opinion publique enfin conforme à la mythologie de gauche, où l'on croit fermement que *tout le monde est de gauche sauf les privilégiés.* Quand cette situation est atteinte, ou déjà quand elle est prévisible, les privilégiés eux-mêmes s'affichent de gauche, pour ne pas se dénoncer à l'attention publique, et pour détourner vers d'autres le ressentiment et la concupiscence. Depuis le début du XXe siècle d'innombrables mesures législatives ont été prises en France contre les richesses excessives et les spéculations scandaleuses : aucune jamais n'a atteint la fortune anonyme et vagabonde, toutes ont spolié

les petits artisans, les petits propriétaires, les patrimoines modestes. L'impôt sur le revenu lui-même, grande invention de la justice et grand progrès dans la voie de l'égalité, se révèle de plus en plus impuissant, de plus en plus injuste. *Tout le monde est de gauche, à commencer par les privilégiés,* qui ont depuis longtemps compris qu'il vaut mieux pour eux se servir de la gauche plutôt que de la combattre. Les vieilles nations d'Europe sont en train d'en mourir.

L'évolution à gauche des sociétés européennes depuis 1789 aura été aussi invincible qu'absurde. Il n'y avait pour s'y opposer que les leçons de l'histoire et l'espérance chrétienne. Les leçons de l'histoire indiquent que les révolutions politiques suppriment les injustices *et du même coup,* et sans l'avoir voulu, et sans même s'en apercevoir avant fort long-

temps, en créent de plus lourdes. L'espérance chrétienne indique que la seule révolution à faire est intérieure et personnelle, et que le reste est donné par surcroît (ce qui ne veut pas dire en se croisant les bras). C'est pourquoi la gauche, viscéralement, n'aime pas beaucoup les leçons de l'histoire ni l'espérance chrétienne, qui sont les seules à limiter son recrutement. Mais avec une efficacité incertaine. Les leçons de l'histoire ne sont écrites et formulées nulle part, peu d'esprits les connaissent, leur interprétation est délicate et fragile, leur découverte et leur enseignement sont constamment faussés par l'esprit partisan ; et en raison non point de leur nature, mais de la nature de l'esprit humain, comme pour la philosophie, on peut en discuter indéfiniment, et indéfiniment contester la moindre conclusion. Quant à l'espérance chrétienne, elle souffle où elle veut, mais elle est d'abord

exigence, et pénitence, et humilité, et patience, et sacrifice : nous voici soudain très prudents, très sceptiques, très durs d'oreille. Pour nous y confier, nous attendons souvent des signes manifestes dans le ciel, ou des saints très visibles, Dieu les donne quelquefois. Il nous donne Jeanne d'Arc, que nous suivons un moment, jusqu'à ce que nos maîtres et docteurs la fassent brûler. « Evêque, c'est par toi que je meurs. »

De Marc Sangnier à Montini, de grands efforts ont été poursuivis sans trêve pour « dissocier le spirituel du réactionnaire » ; du traditionnel ; du conservateur; du fasciste ; de la droite. Tel fut depuis l'origine le dessein essentiel de la démocratie-chrétienne en Europe ; et il l'est toujours ; et l'Europe en meurt.

Naturellement, les démocrates-chrétiens expliquent que l'Eglise catholique n'est pas solidaire, sauf par infidélité à elle-même, des privilèges abusifs ; et qu'il faut le faire savoir, par des discours et par des actes, à ceux qui l'ignorent. Il n'y a rien à dire là-contre (sinon que cet effort utile est tout de même secondaire : car là n'est pas le principal obstacle à la foi surnaturelle ni à la concorde temporelle, encore que cela en soit souvent le prétexte) (et les chrétiens savent par leur foi que l'Eglise n'est pas solidaire des privilèges abusifs) (et les autres ont besoin non pas d'exposés sociologiques, mais de la foi, et de la vie selon la foi, le reste étant promis et donné par surcroît). Mais ce qui est à dire, c'est en quel sens donc le « spirituel » a pu être associé au « réactionnaire », et si fortement qu'il y ait encore et toujours besoin de l'en *dissocier.* Car le « réactionnaire » n'est pas premier, il

n'existe pas tout seul: il existe dans la mesure où naît une gauche, qui le désigne et le provoque. On appelle ordinairement « réactionnaires » ceux qui, frustrés de leurs privilèges par le progrès social, s'efforcent d'annuler ce progrès, de retrouver leurs avantages, de revenir en arrière ; sans doute cela existe ; et il serait bien étonnant que cela n'existât point. Le progrès social en question peut aussi être un faux progrès, et le réactionnaire un homme qui s'y oppose parce qu'il y voit une sottise portant atteinte au bien commun. Mais je veux faire une tout autre remarque. Avant qu'il y ait une droite et une gauche, c'est-à-dire avant 1789, il y eut des progrès sociaux, des privilèges supprimés, des réactionnaires avant la lettre qui cherchaient à retrouver leurs avantages. Tout le Moyen Age, siècle après siècle, est (aussi) l'histoire de progrès sociaux successifs, multiples, variés, opérés au milieu

des traverses et des tumultes. Et pas seulement le Moyen Age. Pourtant, avant 1789, jamais le spirituel ne s'est trouvé associé au réactionnaire, sauf par accident; jamais

tique des citoyens en politiquement bons et politiquement mauvais (ou politiquement suspects : la loi des suspects est une invention des révolutionnaires de 1789). La gauche a un besoin vital de présenter son combat contre la droite comme *moralement nécessaire* ; il faut que la droite soit réputée trahison, ou incivisme, ou égoïsme exploiteur, ou machiavélisme hypocrite et répugnant. S'il ne s'agissait que de choisir entre divers programmes politiques, économiques et sociaux, l'un peut-être meilleur ou moins mauvais que tes autres, il n'y aurait jamais d'agitation révolutionnaire. La gauche a besoin du mythe à combattre, qui pour le Front populaire, en 1936, s'appelle les « deux cents familles » et le « fascisme », qui s'appelle la « trahison » quand il s'agit du maréchal Pétain, qui s'appelle « colonialisme » et « impérialisme » pendant les guerres d'Indochine et d'Algérie : la gau-

che a besoin que *cet ennemi politique ne soit pas un frère,* mais un monstre. Le spirituel catholique ne connaît pas d'être humain totalement méprisable ou monstrueux, il voit un frère en tout ennemi, il ne connaît que de a fraternels « adversaires », comme Robert Brasillach l'a chanté en mourant, dans ses poèmes de Fresnes. Mais cela émousse le combat droite-gauche. Or ce n'est jamais la droite, or c'est toujours la gauche qui a intérêt à ce que le combat s'exaspère et devienne inexpiable. Il peut arriver que la gauche, et la droite, se trompent occasionnellement sur leur intérêt constitutif ; une telle méprise ne dure guère. La gauche monte à l'assaut : si l'ardeur baisse, si la paix civile se fait, l'ennemi politique ne sera pas délogé.

Alors, « dissocier le spirituel du réactionnaire » ?

Oui, s'il s'agissait premièrement de détourner les catholiques de défendre d'injustes privilèges, secondement d'assurer aux incroyants que ce n'est ni la vocation ni la fonction des chrétiens. Dissocier le spirituel du réactionnaire *en fait et en vérité*, cela va de soi. Le dissocier *aux yeux de la gauche* et jusqu'à obtenir son aveu, c'est autre chose. C'est la course sans terme, le mirage sans fin, aucune concession, aucune capitulation n'y suffira jamais, car chaque fois qu'elle le voudra, la gauche définira le « réactionnaire » de manière à y englober tout le spirituel. Plus encore depuis qu'il existe un parti communiste systématiquement organisé, la gauche impose aux catholiques l'alternative : se soumettre ou être rejetés à droite. Un député ni communiste ni extrémiste exposait au début de l'année 1956, comme l'a toujours plus ou moins fait le journal Le *Monde* et comme Mitterrand

pendant ses campagnes électorales des années 1966-1976, que « la gauche doit nécessairement englober le parti communiste, sans quoi elle n'est plus qu'un camouflage de la droite ». A la fin de 1956, quand l'opinion mondiale s'indignait du martyre de la Hongrie écrasée sous les chars soviétiques, le mot d'ordre authentiquement de gauche assurait qu'il serait « réactionnaire » de « ne pas conserver le contact avec les communistes ». Les démocrates-chrétiens de ce qui était alors le M.R.P., « mouvement républicain populaire », si préoccupés pourtant de « dissocier le spirituel du réactionnaire », n'ont pas cru pouvoir mener leur entreprise jusqu'à ce point de complaisance au pire. C'est alors la presse catholique elle-même – la presse catholique soutenue par l'épiscopat français, , une presse déjà conciliaire avant la lettre – qui leur déclara que leurs (faible) survivance d'anti-

communisme les « classait définitivement à droite ». Une fois que l'on a commencé à se plier aux critères de la gauche il n'y a plus de raison de s'arrêter dans l'évolution à gauche. Et d'ailleurs on ne s'arrête pas : on va jusqu'au communisme qui est le châtiment final de ce jeu absurde. Les communistes eux-mêmes, de Lecoeur à Béria, de Marty, le mutin de la Mer Noire, jusqu'à Nagy, le révolté de Hongrie, sont accusés de « réaction », avec ou sans Staline, et liquidés comme complices du « capitalisme », de l'« impérialisme » et même du « cléricalisme ». L'absurdité du jeu droite-gauche débouche alors sur le néant, comme y débouche tôt ou tard toute absurdité.

IV

LE POUVOIR NE SE PREND PAS

Il y a donc une droite et des hommes de droite, ainsi nommés et rassemblés par le décret de la gauche. Décret arbitraire, étiquette artificielle : mais ceux qui la reçoivent contre leur gré existent bien. D'être constamment attaqués ensemble les incite à se ressembler.

Voici un portrait de l'homme de droite. Un portrait qui est une caricature, elle

accuse le trait. Un portrait qui est de Balzac, bien sûr ; de Balzac parlant, bien sûr, d'un individu et non d'une catégorie

« Le libéral le plus haineux... »

Parenthèse, explication. Le « libéral », au temps de Balzac, c'est l'homme de gauche. Aujourd'hui le libéral c'est Giscard, Ponia, d'Ornano, Neuwirth et la bande ; c'est le libéralisme avancé jusqu'à la liberté de l'avortement, et pourtant la gauche l'a rejeté à droite, car tel est son bon plaisir (et son intérêt). Le libéral cependant n'a pas changé, il est « haineux », même rejeté à droite, il conserve, comme trait principal de son caractère politique, d'être libéral avec tout le monde sauf avec la droite, de ne haïr personne *sauf* la droite, bref de garder, dans son

exil loin de la gauche, un esprit de gauche. Reprenons Balzac

« Le libéral le plus haineux aurait facilement reconnu chez lui la loyauté chevaleresque, les convictions immarcessibles du lecteur à jamais acquis à *La Quotidienne*.

« Homme religieux, passionné pour sa cause, franc dans ses antipathies politiques, incapable de servir personnellement son parti, très capable de le perdre, et sans connaissance des choses en France. Un de ces hommes droits qui ne se prêtent à rien et barrent opiniâtrement tout, bons à mourir l'arme au bras dans le poste qui leur serait assigné, mais assez avares pour donner leur vie avant de donner leurs écus. »

La droite, une fois jetée malgré elle dans les luttes civiles, s'y distingue par une absence à peu près constante de sens

politique, si par là on entend l'aptitude à se concilier l'opinion publique. Instituée par la gauche comme la catégorie sociale des exploiteurs, des rétrogrades et des traîtres, la droite réagit alors en catégorie morale, en parti moral, qui a en horreur la rivalité des partis, leur vacarme grossier, leur usine à calomnies. La droite est sensible d'abord aux sentiments moraux : la vertu de patriotisme, l'honnêteté (l'honnêteté budgétaire de l'orthodoxie économique, pas de déficits, pas de dévaluations), la vie familiale, l'ordre, la sécurité ; la loi morale naturelle. La gauche se distingue par le sens politique parlementaire, électoral, agitateur. Sens politique contre sens moral, la partie n'est pas politiquement égale.

L'homme de droite est souvent sans connaissance des choses en France parce qu'en dehors de ses obligations et

responsabilités professionnelles, auxquelles il s'applique avec exactitude, son penchant le porte plus volontiers à la connaissance morale (et à peu près immuable) de l'homme en général qu'à la connaissance curieuse, concrète (et changeante) des réalités contemporaines. L'homme de gauche a plus souvent cette seconde connaissance, mais tourneboulée de fond en comble par ses mythes et ses idéologies, à moins qu'il n'accorde aucune créance aux illusions qu'il exploite. Quel exemple que le communisme : les hommes de droite lui ont toujours opposé une condamnation de principe parfaitement juste, et n'ont en somme jamais faibli dans leur opposition, mais ils en ignorent le comportement, les tactiques, les courroies de transmission, et sont incapables d'imaginer les moyens pratiques d'une action contre lui. Les hommes de gauche, spécialement les socialistes, le connais-

sent beaucoup mieux dans le détail concret, mais sont toujours tentés d'entrer en combinaison avec lui, croyant arriver d'une manière ou d'une autre à l'amadouer ou le transformer à leur profit.

Voilà ce que me souffle, avec Balzac, l'esprit de simplification. Il ne peut avoir entièrement tort. Il en déduit que les hommes de droite ne sont pas incapables de l'exercice du pouvoir, mais sont fondamentalement impropres à toute stratégie pour le pouvoir; qu'ils ont raison dans l'intention qui préside à leurs entreprises publiques, mais qu'elles échouent. Et que les hommes de gauche ont des entreprises folles, mais qu'ils réussissent assez généralement à les mener à terme.

Tant que nous sommes sous la loi du suffrage universel, il faut à la gauche, pour l'emporter aux élections, gagner des

voix aussi loin que possible à droite ; et la droite, aussi loin que possible à gauche. Les uns et les autres, pour bénéficier d'un « consensus » plus étendu, sont conduits souvent à faire les promesses et à reprendre le programme de leurs adversaires. Il arrive aussi que la situation commande ; impérativement ; quel que soit le résultat des élections. Dans l'état d'infirmité politique où le jeu gauche contre droite place un Etat, une politique de gauche faite par des hommes de droite, comme ils y consentent le plus souvent, est une double catastrophe ; une politique de droite faite par des hommes de gauche est parfois le moins mauvais des moindres maux. Si nos choix devaient être enfermés à l'intérieur de ce régime aberrant, le Giscard de 1974-1976, avec sa politique de gauche, et maladroite, finirait par faire regretter le Guy Mollet de 1956 avec sa politique de droite, rondement menée.

Sans parler bien sûr du Clemenceau de 1918.

La gauche, c'est l'excès de confiance dans le temporel, c'est l'usage systématique, c'est l'abus des moyens temporels. Ce qui ne veut pas dire que la droite soit la plénitude ou l'abus du spirituel. Pour trois raisons. La première vient de l'attaque, la seconde de la défaite, la troisième du durcissement. Je m'explique, dans l'ordre, et avec des numéros.

1. - La droite (désignée par la gauche) représente le spirituel, mais couché dans le lit de camp du temporel, comme disait Péguy, et comme il ne peut pas ne pas l'être plus ou moins. Couché souvent confortablement. D'aventure, paresseuse-

ment vautré. La gauche attaque. Elle attaque le lit de camp, parce qu'il est devenu trop confortable, et parce qu'elle-même, ses profiteurs mis à part, n'a pas une pierre où reposer sa tête ; ou croit n'en point avoir. L'attaque de la gauche est toujours temporelle, elle fixe la droite sur ses positions temporelles, sur ses pouvoirs, sur ses privilèges, elle l'y accroche en l'obligeant à les défendre. Et c'est une posture bien peu flambante que celle d'un gouvernement qui est ainsi contraint de gouverner non plus pour gouverner, mais d'abord et surtout pour conserver son gouvernement. C'est une posture bien peu flambante que celle de classes dirigeantes contraintes, pour continuer à diriger, de s'expliquer d'abord sur l'étendue de leurs pouvoirs, de leurs richesses, de leurs privilèges. La gauche attaque le spirituel, mais sans le viser directement, elle attaque le spirituel en lui coupant les mains,

qui sont sales souvent. Et la droite ne peut plus penser qu'à ses mains pour empêcher qu'on les lui coupe, sans plus avoir l'idée qu'elles sont sales peut-être, sans plus avoir le loisir de les laver. La révolution commencée en 1789 a bel et bien renversé des choses saintes, et fait à la France, à l'Europe, au monde une blessure qui n'est pas refermée ; elle ne l'a pas fait principalement en disputant de théologie et en professant l'athéisme, mais en répandant la haine contre les dépenses plus ou moins réelles et l'inconduite inventée de l'Autrichienne, en accusant le débonnaire Louis XVI d'abus de pouvoir et de tyrannie, et même de trahison, en disputant finances et impôts, en contestant les bénéfices et les exemptions d'un clergé qui était fait pour une part de canailles et pour une part de martyrs (et naturellement, par définition, ce ne sont pas les canailles, les Talleyrand et les Siéyès, qui

furent martyrisés). (Cela aussi est une leçon de l'histoire, mais celle-là, comprise des évêques modernes.) La droite, même celle des princes, même celle des princes d'Eglise, est évidemment faite de pécheurs et non d'anges ; les saints eux-mêmes sont des pécheurs et non des anges. L'attaque de la gauche les conduit à *défendre leur* situation plutôt *que leur* vocation. Et ils s'y laissent entraîner. Et s'ils ne s'y laissaient pas entraîner, ils ne regagneraient pas pour autant l'estime d'une opinion publique manipulée par les agitateurs. La vérité, la justice ne s'imposent jamais d'elles-mêmes, par leur seule évidence, dans le silence et l'inaction de ceux qui les voient clairement. Toute cause vraie, toute cause juste a besoin d'avocats, de militants, de témoins, de soldats: pour l'emporter dans le temporel il faut se battre dans le temporel par des moyens temporels. Et point seulement pour l'empor-

ter, mais pour survivre. Quand il est venu un Homme, une fois, le seul qui fût sans péché, il a été condamné comme blasphémateur ; le seul qui n'eût aucune compromission politique, il a été condamné comme agitateur politique. Si sa mission, si sa responsabilité, si son devoir avaient été d'ordre temporel, son échec aurait été complet. Il ne faut pas croire, face aux attaques de la gauche, que l'important serait de ne pas leur donner prise ou prétexte. Toute subversion sait inventer sur mesure les crimes qu'elle reproche à ses victimes : parce que toute subversion vient du Père du mensonge.

2. - La défaite : la droite se trouve ordinairement vaincue dans le combat gauche contre droite. Depuis 1789, elle y remporte des victoires aussi rares que provisoires, elle y subit des défaites nombreuses et durables. Parce que la règle de ce

combat, parce que sa seule existence constitue déjà la défaite de la droite, et sa défaite la plus grave. Dès que se battent une gauche et une droite, la droite a perdu l'essentiel, qui est qu'on ne se batte point entre membres d'une même communauté politique. Mais cela, la droite ne le sait pas assez clairement. La droite vaincue dans les élections ou les révolutions réfléchit sur sa défaite et veut en tirer la leçon. Elle en tire souvent la leçon qu'elle aurait dû se battre mieux et elle s'y prépare à contre-sens : elle *imite la gauche,* son opposition, ses revendications, sa propagande, son organisation de lutte civile : elle y est infiniment maladroite, parce qu'on l'est toujours quand on agit au rebours de sa vocation. Et elle n'en est pas moins battue. Sauf quand l'événement, la guerre, la catastrophe (c'est-à-dire Dieu lui-même) lui rendent le pouvoir ou une parcelle de pouvoir; comme en 1815, en

1871, en 1940 pour la France. La nation est alors convoquée par l'événement à une expiation ; la gauche la persuade que c'est duperie et trahison. Et tout recommence, d'une manière ou d'une autre, sournoise ou brutale, mais c'est bien le combat politique qui s'insinue ou s'impose, le combat gauche contre droite, la contre-révolution échoue. La droite ne comprend pas que si elle a été battue ce n'est point parce qu'elle s'est mal battue. Il est vrai qu'elle s'est mal battue, mais il est vrai aussi qu'elle y est condamnée dans cette bataille-là, qui n'est point la sienne. La droite a été battue parce que cette bataille-là a eu lieu. Et certes puisque cette bataille-là a eu lieu, il n'y avait plus d'autre ressource que d'y combattre et d'y être défait et de s'y faire vaillamment tuer.

En politique la gauche ne peut que vaincre et la droite que convaincre. La droite

le sait mal. La gauche, qui le sait mieux, a un besoin vital de le dissimuler; donc d'empêcher le dialogue et la conversation, d'exclure et de guillotiner, d'interdire et d'emprisonner, mais toujours au nom du dialogue, de la liberté, de l'humanité. Ce n'est pas Louis XVI qui fait tirer sur le peuple; ce n'est pas Charles X ; quand au Portugal le régime de Salazar est renversé, le nombre de prisonniers politiques *augmente;* le 14 juillet *1789, il y avait* en tout sept prisonniers à la Bastille, nous en fêtons encore la prise peu glorieuse par ceux qui vont développer les emprisonnements et les exécutions. La Russie du tsar, de l'ukase et du knout ne fait pas exception: la révolution communiste y a multiplié le nombr° et aggravé le sort des déportés politiques. Dès qu'ils peuvent parler d'une manière calme et distincte, sans l'obstruction des clameurs organisées, les hommes politiques qui ne sont

pas de gauche emportent l'assentiment général. Même Louis XVI, il faut couvrir sa voix d'un roulement de tambour ; même Marie-Antoinette, si calomniée, si détestée, s'attire à son procès la sympathie et la compréhension d'un public hostile, et il faut suspendre l'audience. En 1940 les monitions sans complaisance du maréchal Pétain gagnent tous les cœurs : « L'esprit de jouissance l'a emporté sur l'esprit de sacrifice ; on a revendiqué plus qu'on n'a servi ; on a voulu épargner l'effort; on rencontre aujourd'hui le malheur. » « L'esprit de jouissance détruit ce que l'esprit de sacrifice a édifié. » « Comptez pour le présent sur vous-mêmes et pour l'avenir sur les enfants que vous aurez élevés dans le sentiment du devoir. »

L'arme de la gauche, c'est la révolte et la guerre ; l'arme de la droite est seule

ment de témoigner et de mourir ; de garder l'honneur.

– Mais qu'appelez-vous donc l'honneur ? demande l'homme de gauche à l'amiral Auphan, en direct à la télévision, une fois n'est pas coutume, le 25 mai *1976.*

– L'honneur, c'est de faire son devoir sous le regard de Dieu, dans l'amour du prochain, répond l'amiral. La réponse n'est pas la meilleure s'il s'agit de définir exactement le terme et le concept ; mais la réponse est belle, et l'homme de gauche ne comprend pas comment, à la télévision, dans un débat politique, on peut avoir l'indécence de se mettre à parler de Dieu.

3. - Quand la droite imite les méthodes politiques de la gauche, c'est une supplémentaire défaite de la droite, c'est une supplémentaire victoire de la gauche. La

droite ne sait plus ce qu'elle est. Elle se croit un parti ou une faction, pourvu d'un programme plus raisonnable que les autres, plus prudemment et plus sérieusement étudié, moins menteur et moins démagogique, dernier reste des anciennes vertus de sa vocation, et elle s'engage tout entière dans une *stratégie pour le pouvoir.* Elle y est infiniment respectueuse de la légalité, bien qu'il s'agisse d'une légalité issue de la révolution : c'est encore un reste de sa vocation, tournée vers l'obéissance et non vers la révolte. Mais toute stratégie pour le pouvoir, et l'idée même d'une telle stratégie, sont de gauche, et s'y plier est l'essence de l'éducation politique de l'homme de gauche.

Prendre le pouvoir, ou chercher à s'en emparer, est l'acte le plus fondamentalement révolutionnaire. L'homme de

songe et par la crainte. Il en sera ainsi, et de plus en plus, tant que le jeu gauche-droite n'aura pas été supprimé.

« La carence du pouvoir, disait Maurras, ressemble à la vacance d'un champ : le prend qui veut, le tient qui peut. » Bien sûr. Mais ce n'est pas ce que nous appelons *prendre* le pouvoir, c'est-à-dire l'enlever, c'est-à-dire l'arracher à ceux qui le détiennent. La carence du pouvoir est l'absence du pouvoir, tombé de lui-même dans l'inexistence ; il n'est plus alors à prendre mais à ramasser ; à refaire ; à restaurer ; à recréer. Je ne dis pas que la distinction entre un pouvoir que l'on prend et un pouvoir que l'on ramasse soit toujours évidente ; les circonstances politiques sont souvent confuses, leur appréciation incertaine. Mais ce qui est sûr, c'est qu'accepter le pouvoir est une résolution que l'on doit prononcer contre soi-même,

dans la crainte et le tremblement, et la conviction profonde qu'il est impossible de faire autrement, et la certitude de se charger d'une croix qui ne peut être refusée. Ces dispositions moralement nécessaires à un bon exercice de l'autorité sont incompatibles avec toute espèce de stratégie pour le pouvoir.

V

LA POLITIQUE DE L'EVANGILE

Le christianisme nous enseigne quelque chose qui de loin ressemble à une nécessité permanente d'attaquer la droite, son pouvoir, son injustice. C'est pourquoi la gauche trouve des accents et des prétextes ayant une apparence chrétienne à laquelle se laissent prendre les chrétiens

modernes, dans une inextricable confusion. Mais s'il faut s'en prendre à la droite ce n'est pas pour la détruire, c'est pour la sauver. Non point lui enlever son lit de camp (qu'elle équipe souvent en lit de roses), mais l'y fortifier. Non lui confisquer ce qu'elle a, mais la confirmer dans ce qu'elle est, et qu'enfin elle soit elle-même.

Car la droite, c'est ce qui est. (Et elle l'est bien mal.) La gauche, c'est ce qui tue. (Et elle tue à tort et à travers.) L'Ancien Régime, détruit en 1789 par la gauche, était plein d'imperfections, mais il était un régime, il était un ordre social, il faisait plus de bien que de mal. Cet ordre détruit n'a pas été remplacé. La gauche depuis lors l'a empêché de renaître, ou un ordre nouveau d'apparaître, et nous sommes installés dans la décadence et l'anarchie, qui font plus de mal que de bien.

Les progrès scientifiques, par l'abondance croissante des biens matériels dans les sociétés de consommation, anesthésient les consciences et dissimulent la réalité, qui est décomposition. Il n'y a pas d'ordre politique moderne en dehors de l'ordre communiste, et le parti communiste, au dernier stade de la désintégration des nations européennes, se présente à elles comme le seul champion du seul ordre désormais possible. La seule espérance moderne qui ne soit pas éteinte (en dehors du christianisme, mais le christianisme n'est pas moderne), c'est donc l'esclavagisme communiste.

La gauche tue ce qui est au nom de ce qui sera, et qui n'est jamais là : c'est le secret du mouvement perpétuel en politique. La gauche tue ce qui est, au nom d'une espérance qui est toujours une fausse espérance. Depuis 1789 les promesses de

la gauche, sans cesse victorieuse pourtant de révolutions en révolutions, jamais n'ont été tenues, c'était bien impossible : mais son insatiable messianisme temporel a chaque fois rebondi dans une utopie nouvelle.

La droite c'est l'autorité et le gouvernement. Elle gouverne bien mal. Contre quoi la gauche se constitue en opposition politique et en revendication subversive : ce qui est le plus ruineux recours humain contre un mauvais gouvernement; et aussi la plus détestable préparation à exercer soi-même le pouvoir si d'aventure, et ce faisant, on arrive à s'y hisser.

De telles considérations paraîtront fort impropres à la fondation d'un parti politique. Elles en détournent plutôt. Ce

détournement est un point essentiel de l'instruction civique ; il est indispensable à l'éducation politique des citoyens et des hommes d'État.

Car rien n'enseigne le gouvernement des hommes et rien n'y prépare, sinon son exercice. Et rien ne prépare mieux à commander que l'état d'obéissance vécu sans volonté d'en sortir. L'homme qui accède au pouvoir a besoin aussi de toutes les connaissances et de toutes les vertus qui ne sont pas en propre celles du commandement : il risque fort de ne jamais plus en entendre seulement parler une fois qu'il sera aux commandes ; et de ne les acquérir jamais s'il ne les avait pas en y arrivant ; et de ne même pas avoir conscience de ce qui lui manque. Quant aux vertus propres du commandement, l'exercice seul les forme, et Dieu seul les donne. L'autorité ne se fabrique pas.

La gauche vous invite à imaginer avec elle ce que vous feriez si vous étiez au pouvoir; et à éprouver la solidité de ces plans non point par quelque entreprise réelle, mais par la publicité que vous saurez leur donner auprès de l'opinion ; par des discours ; par une propagande. Et la droite s'empresse naturellement d'imiter la gauche en cela.

La plus grande coquinerie des chrétiens est de cesser d'être chrétiens quand ils font de la politique ; de mettre leur christianisme entre parenthèses ; de parler d'autre chose, dans l'intention de se faire admettre, de se faire comprendre, et d'éta-

blir ainsi une coopération pratique avec les incroyants.

Mais il n'y a pas besoin de tellement se contorsionner et s'amputer pour coopérer. La coopération n'est pas le résultat d'un calcul, d'une méthode, elle est spontanée, elle existe d'elle-même, elle est un fait quotidien et constant, un donné, un point de départ. En faire un problème, qu'il faudrait trouver le moyen de résoudre, c'est ne pas apercevoir ce qui va de soi depuis toujours, et depuis toujours plutôt trop que pas assez. « Nous vivons avec les incroyants, nous avons la même nourriture, les mêmes vêtements, le même genre de vie. Nous ne sommes pas des brahmanes ou des gymnosophistes de l'Inde. Nous allons sur le forum, au marché, dans les hôtelleries et les

chrétiens avec les incroyants est en tout sauf le péché ; sa tentation constante est d'être en tout, y compris le péché.

La sociabilité est spontanée et fondamentale, elle l'a toujours été, les chrétiens n'ont besoin de se fabriquer aucune méthode particulière pour en être ; pas plus que pour être efficaces. Mais il y a deux efficacités comme il y a deux sociabilités, la tentation est de passer de l'une à l'autre, dans l'illusion que l'autre est plus grande. Il y a la sociabilité et l'efficacité dans l'innocence, il y a l'efficacité et la sociabilité par le crime, dans le péché. Les premières vivent sous la loi acceptée du décalogue, même si elles y manquent accidentellement; les secondes vivent hors la loi, même si accidentellement elles s'y conforment. C'est à cette vigilance surtout, à cette vigilance qui leur manque trop, qu'il faut convoquer les spécialistes de la socia-

bilité efficace. Il y a d'un côté les séductions de la charité ; d'un autre côté les beautés du diable. Parce qu'elles sont mélangées en ce monde, il faut être attentif à ne les point confondre.

Et puis, s'il fallait aux chrétiens, pour se faire comprendre, pour se faire accepter dans la vie politique et sociale, mettre leur christianisme entre parenthèses, ce ne serait plus du tout se faire comprendre et accepter ; ce serait se déguiser, faire comprendre et accepter un déguisement : comme un farceur ; ou comme un escroc ; ou comme un espion. L'espionnage, l'escroquerie, la farce, activités distinctes, et diversement honorables, supposent que l'on dissimule son identité et son appartenance. Le chrétien moderne veut être compris et admis dans la société moderne, mais il veut l'être en qualité, usurpée et mimée, d'incroyant. Cela ne rencontre

aucun obstacle, sauf de crédibilité. Il ne suffira pas qu'il taise son christianisme, il faudra encore qu'il prouve, par ses actes, que ce n'est plus du tout en chrétien qu'il agit. Il y a des théoriciens, et en quantité, pour cacher l'évidence de cette sottise sous des tonnes d'enluminures de leur façon.

Il vaut toujours mieux être rejeté pour ce que l'on est qu'être accepté pour ce que l'on n'est pas.

Les têtes à problèmes répètent à satiété que le christianisme n'apporte pas la solution des problèmes politiques. Cela paraît vrai. Cela l'est en un sens. En un sens seulement : le christianisme ne dit pas s'il est bon ou mauvais que le président de la

république soit élu pour sept ans au suffrage universel ; ni s'il faut préférer, dans l'ordre des priorités, l'automatisation du téléphone ou le développement des autoroutes. Mais, par insinuations et confusions, on voudrait nous faire croire comme allant de soi, sans autre examen, que le christianisme en tant que tel n'a rien à dire, concernant leurs activités politiques, à ceux qui ont des responsabilités politiques. De fait le christianisme reste muet sur ces choses si les chrétiens, dès qu'ils entrent en politique, taisent leur christianisme.

Ils taisent la parole, ils cachent la lumière dont a précisément besoin un monde politique enfermé dans des nécessités absurdes : la compétition électorale, le jeu gauche contre droite, le mensonge comme seul moyen de gouverner qui subsiste encore, ce sont bien les nécessités de

la politique moderne, elles paraissent humainement inévitables, et chacun de ceux qui s'y soumettent finit à part soi, dans le secret de son cœur, par les trouver aussi absurdes que nécessaires. Aux prisonniers de ces nécessités absurdes, il importe de révéler que le christianisme ouvre éternellement la porte des prisons les plus réelles. II ouvre sa porte, qui certes est une porte étroite, et je ne crois pas que les puissants qui gouvernent le monde soient prêts à accepter facilement une aussi exigeante révélation : mais encore moins si elle ne leur est pas faite ; si elle n'est jamais présentée nulle part ; si les chrétiens ne sont pas chrétiens en politique, n'y sont pas plus chrétiens que leurs évêques, qui y sont socialistes. Pour être chrétien en politique, il faut la fermeté délibérée de ne pas capituler d'avance devant l'incompréhension et le mépris. De ne pas capituler devant l'accusation dédai-

gneuse d'être des surnaturalistes, des mystiques et en même temps des pharisiens ; l'accusation de n'avoir pas les pieds sur terre, de croire à la prière et au miracle, au lieu de croire à l'action ; bref l'accusation d'être des individus dans le genre de Clovis, de Charlemagne, de saint Louis, de Jeanne d'Arc. Vous voyez bien, dit le monde aveugle, que tout cela ensemble ne fait pas une politique...

La porte étroite du christianisme est, bien sûr, de rechercher d'abord le royaume de Dieu et sa justice, et le reste sera donné par surcroît : c'est la première règle de tout, et donc aussi de la politique. Le nombre augmente, même dans nos rangs, de ceux qui n'entendent plus la doctrine du « par surcroît », ils craignent qu'elle n'invite à se croiser les bras au lieu de se démener comme ils y appellent. Mais ils oublient que le domaine des choses qui

sont obtenues *par surcroît* coïncide exactement avec celui des choses qui sont obtenues *à la sueur de son front.* Ils croient maintenant qu' « à la sueur de son front » est le contraire de « par surcroît ». Ils invitent les catholiques à une action d'abord civique, ou sociable, qui obtiendrait par surcroît la conversion des âmes. Bien entendu la pesanteur des âmes est toujours de remettre la conversion au lendemain : si l'on s'emploie à leur procurer pour ce perpétuel report des raisons méthodologiques, on peut espérer quelques succès mondains. Mais, dans une nation chrétienne, ce n'est jamais en remettant à plus tard les connaissances et les travaux nécessaires au salut éternel que l'on peut contribuer utilement au salut temporel.

On nous caricature, ou plutôt non, on ne nous caricature même pas, on nous

calomnie en prétendant que notre attitude politique consiste à demander au ciel un miracle, et en attendant le miracle, à ne rien faire d'autre que de prier. On se moque des gens en allant leur raconter que cette attitude se répand dangereusement dans les rangs catholiques, fausse mystique couvrant la paresse et l'inaction. Allons donc ! C'est un mythe méchant et bête. En connaissez-vous, des gens qui attendent le miracle en ne faisant rien d'autre que prier ? qui ne vont plus acheter leur pain chez le boulanger, qui n'accomplissent plus les obligations de leur métier et ne touchent même pas leur salaire, qui ne travaillent plus à procurer à leur famille le boire et le manger, le vêtement et le logement ? Des chrétiens qui prieraient *trop,* la vérité est qu'on n'a jamais vu cela. Pas même chez les moines, allez avec eux à l'office, *Pater noster,* et l'on continue à voix basse jusqu'à : et *ne*

nos inducas in tentationem, mais vous avez beau galoper, vous n'avez jamais le temps de réciter à voix basse, vous n'êtes qu'à mi-chemin que déjà tombe le *et ne nos inducas...* La seule exception que j'aie connue est au prieuré Sainte-Madeleine. C'est peut-être pour cela que tant d'autres couvents ont été en substance rayés de la carte, ne survivant, quand ils survivent, qu'en apparences, en apparences d'ailleurs pénibles, sans leur âme. Quand on nous dit que notre tort aujourd'hui est d'attendre le miracle dans la prière, sans rien faire d'autre, nous ne nous fâchons pas, nous en pleurons plutôt, dans le secret, parce que ceux qui viennent nous le dire, nous voyons bien à leur langage qu'ils ont perdu le sens et le goût de la prière, qu'autrefois nous leur connaissions exemplaires. Ils répandent maintenant la crainte d'avoir trop prié, d'y avoir passé et perdu trop de temps, et la timidité, et l'hésitation

à demander un miracle, ou même la honte de l'avoir demandé. Ils feraient reproche à saint Benoît d'avoir renoncé à. l'action politique, à Clovis d'avoir demandé la victoire au Dieu de Clotilde : et pourtant le chrétien n'est-il pas celui qui tient pour un miracle de Dieu le plus humble succès venu couronner ses plus grands efforts ? N'est-il plus le serviteur inutile ? J'entends bien qu'on veut nous exhorter à agir davantage et à agir mieux; et que l'exhortation est un genre littéraire qui supporte une certaine marge d'approximation doctrinale. Mais on nous exhorte mal quand l'exhortation oppose ce qui compose. L'action véritable est fille de la prière, et ceux qui n'agissent pas assez, ou pas assez bien, c'est parce qu'ils ne prient pas assez et non parce qu'ils prient trop. C'est dans la prière que chacun trouve la force et la lumière d'une action à la mesure de ses

aptitudes. Cela est vrai de toute action. L'action politique ne fait pas exception.

Non, tout cela ne dessine pas le plan et le programme d'un parti politique, mais en détourne plutôt, et je le veux ainsi. La politique ne demande qu'à nous prendre tout entiers, et il peut arriver qu'il soit juste de tout lui donner, y compris notre vie s'il le faut, mais à une petite chose près, qui s'appelle le secret de notre cœur et la respiration de notre âme. J'ai longtemps rêvé, dans la grotte où nage la sirène, sur une de ces observations que Balzac abandonne au hasard, ou avec préméditation je ne sais, aux pages les moins, attendues

« Quant au zèle, cette première et sublime erreur de la jeunesse qui trouve

un contentement réel à déployer ses forces et commence ainsi par être dupe d'elle-même avant d'être celle d'autrui, gardez-le pour vos sentiments partagés, gardez-le pour la femme et pour Dieu. N'apportez ni au bazar du monde ni aux spéculations de la politique des trésors en échange desquels ils vous rendront des verroteries.

Rendez à César, bien sûr, rendez à César *ce qui est* à César, pas plus.

Le rendez à César, Matthieu *XXII, 21,* Marc XII, 17, Luc XX, 25, fondement désormais de toute action politique, est adressé aux sujets, non aux princes, ce n'est pas une remarque anecdotique, il me semble y voir le premier point (de méthode) pour ceux qui aspirent à pratiquer *l'imi-*

tation de Jésus-Christ dans l'action politique, puisqu'aussi bien il faut la pratiquer partout. L'action politique se trompe d'adresse, la plupart du temps, quand elle s'occupe de réformer l'Etat ou de haranguer les princes davantage que de convaincre et réformer les sujets, en commençant par soi. Jésus s'est adressé au prince le jour de son procès, et ce ne fut pas pour contester ou renverser son autorité : « Tu n'aurais aucun pouvoir sur moi s'il ne t'avait été donné d'en haut. » (Jean, XIX, 11.)

Nous sommes de ce monde bien sûr ; mais comme n'en étant pas. Nous sommes de ce monde politique, comment faire autrement ? et ceux qui s'y trouvent engagés n'ont droit à aucune lâcheté. Mais il faut être de ce monde politique comme n'en étant pas.

L'Evangile ne parle du pouvoir politique que pour inviter à lui rendre ce qui lui est dû ; à ne point lui rendre ce qui est dû à Dieu. Et c'est presque une parenthèse, à l'occasion d'une artificieuse interrogation. J'ajoutais il y a vingt ans : – « Cela allait sans dire et n'appelle point qu'on s'en occupe davantage, parce que l'important, parce que l'essentiel, parce que l'unique nécessaire est ailleurs. » Un peu plus et je tombais dans l'écœurant sophisme selon lequel il *n'y a pas de politique dans l'Evangile. Il y a* au moins ce qui vient d'être dit, et qui n'est pas rien. Et puis pourquoi, dans la révélation divine, isoler « l'Evangile », pourquoi l'isoler du reste de l'Ecriture sainte, et pourquoi l'isoler là où précisément il déclare lui-même qu'il ne faut point l'isoler ? « Je suis venu non pas abolir la loi, mais l'accomplir. » La loi naturelle révélée dans l'Ancien Testament, résumée dans le décalogue, renferme

toute la. politique accessible à la raison humaine, non sans risques et non sans mal ; et cependant objet de foi. La plus sûre manière de falsifier l'Evangile est de comprendre son dépassement de la loi comme une dispense de la loi. C'est un dépassement par en haut, qui assume et qui élève, non point un dépassement par en-dessous, qui se dérobe à l'obligation. L'invitation de l'Evangile est à accomplir, par amour et non plus par crainte, (la loi et) plus que la loi : toutes les obligations dues seront remplies, et au delà. L'Evangile n'apporte aucune dérogation, aucune permission d'en faire moins ou de s'en détourner. Il y a une politique de l'Evangile, c'est la politique du décalogue. C'est si l'on veut une politique de l'homme. Ce n'est pas exactement une politique de la personne humaine, comme le raconte le siècle qui l'aura le plus offensée. C'est une politique de la nature humaine. Et sans

doute la nature de l'homme est d'être une personne (encore qu'une personne particulière et infirme, la vraie personne est la personne divine), mais justement : point une personne qui n'aurait pas, sanctifiable mais non déposable, une nature.

Cherchez le royaume de Dieu et sa justice, le reste vous sera donné par surcroît : souvenez-vous que ce n'est pas une dérogation au décalogue. Le royaume à chercher n'est pas en deçà ni en dehors de la loi naturelle. S'il est quelquefois au désert, il n'est jamais dans la désertion. Il est dans le travail de chaque jour; dans le travail et la prière, dans la peine et le repos. Et « par surcroît », c'est quand même, par nature et par devoir, c'est toujours à la sueur de votre front.

En ce sens, qui est le sens véritable et obligatoire, César nous est donné par sur-

croît. Il nous est donné pour notre sauvegarde ou pour notre châtiment, et celui-ci n'est pas contraire à celle-là ; c'est Dieu qui rétribue, et lui qui à la sueur de notre front donne le surcroît, et l'on peut compter sur lui pour faire bonne mesure.

VI

UNE IDÉE DU BIEN

Quelle politique désirer ? L'esprit public ne le sait pas. Pour le savoir avec assurance, il faudrait une idée du bien : du bien à espérer et à vouloir en commun. Cette idée manque. L'histoire entière de l'humanité, celle de la France en particulier, montre que l'entente au moins impli-

cite sur une commune idée du bien est l'indispensable ressort de toute vie nationale. Quand cette idée s'estompe, quand aucune autorité politique n'est en situation de la ranimer et de la faire prévaloir, alors l'Etat et la société s'en vont à la dérive : comme aujourd'hui.

Nous sommes gouvernés sous la Ve République de telle façon que la gauche socialo-communiste aura la majorité : elle l'aura cette année ou bien elle l'aura plus tard, mais elle l'aura, logiquement, mécaniquement, en quelque sorte automatiquement, si aucun facteur imprévisible, homme ou événement, ne vient modifier les données de notre situation.

La Ve République nous conduit en effet au communisme, lentement mais sûre

ment, de deux manières, l'active et la passive.

Passivement, par non-résistance. Les gouvernants de la Ve République ne font d'anti-communisme qu'au moment des élections : ils le font seulement pour la frime, et pour avoir nos suffrages. S'ils estimaient vraiment que le communisme, le socialisme, le marxisme, la coalition socialo-communiste sont un danger pour la France, ils s'en occuperaient quand ils gouvernent; ils gouverneraient en conséquence. Pour prendre un seul exemple, ils commenceraient par supprimer les subventions gouvernementales à la C.G.T., qui est la principale courroie de transmission du parti communiste ; ils retireraient à cette centrale syndicale sa « représentativité » légale, qui lui vaut de nombreux avantages et privilèges ; ils ne feraient d'ailleurs en cela qu'appliquer la loi, puis

que la loi stipule que la « représentativité » d'un syndicat est incompatible avec son allégeance à un parti politique : il n'y aurait donc besoin d'aucune loi d'exception, il suffirait de faire respecter la législation en vigueur. Ni Pompidou ni Giscard ne l'ont fait. Dans la classe politique au pouvoir, les uns, faute d'intelligence et d'imagination, ne croient pas que le communisme soit un danger véritable ; les autres, faute d'énergie et de caractère, préfèrent se dispenser du rude combat civique qui serait nécessaire. Il en va du communisme dans la société comme de l'apostasie moderne dans l'Eglise : ce fléau n'y étant plus suffisamment contrecarré y a conquis droit de cité, et il y étend peu à peu sa colonisation politique.

La passivité du gouvernement, sa passivité proprement politique en face du communisme suffirait à en assurer tôt ou tard

la victoire. Mais il s'y ajoute des facteurs positifs de communisation. Le monopole de l'enseignement et celui de la radiotélévision travaillent chaque jour à multiplier les électeurs de gauche. Ces deux monopoles y travaillent surtout, et le plus efficacement, quand ils ne parlent pas directement de politique. Ils diffusent une culture de gauche, ils développent une sensibilité de gauche, ils proposent, illustrent et vivent, comme la seule supportable, une morale de gauche. Ce n'est peut-être pas toujours la gauche du gauchisme ; c'est certainement, dans le domaine culturel et dans celui de l'affectivité, la gauche unie au parti communiste et dominée par lui. Il importe peu que ces deux monopoles soient éventuellement neutres entre les différentes candidatures électorales ; il n'importe pas davantage que, tout au long de l'année, dans les émissions télévisées d'information politique, les hommes pu

blics du gaullisme ou du libéralisme au pouvoir apparaissent plus ou moins souvent que ceux de l'opposition socialo-communiste. Ce n'est pas à ce niveau que l'influence est déterminante. Ces deux monopoles, l'enseignement, la radiotélévision, militent en permanence non pas pour des candidats aux élections mais pour un univers idéologique : pour la société moralement permissive, pour le scientisme matérialiste. Les jeunes gens ainsi « informés », « instruits », « éduqués », vont logiquement, de plus en plus nombreux, et sans qu'on ait besoin de leur faire un dessin, au programme commun de la gauche unie au communisme.

Les plus grandes fautes politiques des présidents Pompidou et Giscard d'Estaing se situent dans cette perspective. Quels qu'aient pu être le sérieux, le sens de l'Etat, la vraie compétence économique et finan-

cière du premier, soulignés par la fausse intelligence, le faux savoir et la légèreté du second, en définitive son règne aura été gravement funeste. Il a placé ou laissé l'autorité de l'Etat au service d'une intellectualité de gauche, d'une moralité de gauche, d'une spiritualité de gauche. Il n'a pas abattu, il n'a pas abaissé les formidables féodalités spirituelles constituées par le monopole de la radio-télévision et par le monopole de l'enseignement. Et puis, fût-ce davantage par complaisance que par conviction (par complaisance tactique pour quelles forces cachées et souveraines ?), le président Pompidou a pris parti pour la liberté de l'avortement, il a commencé d'y entraîner la nation. Il s'y montrait résigné, mais pourquoi ? dans sa conférence de presse de septembre 1973 ; pendant l'hiver 1973-1974, il en était même, pour une raison obscure, devenu le partisan implacable, multipliant les pressions

personnelles les plus impérieuses sur les députés de la majorité. – Pourtant sa politique économique n'était pas une politique de gauche ? – Non, elle ne l'était pas, mais sa politique intellectuelle et morale l'était ; par action, par omission. Il a fait la politique intellectuelle et morale de ses adversaires, en acceptant comme un fait définitif (ou négligeable ?) la colonisation marxiste de la radio-télévision et de l'enseignement; il l'a faite en jetant son autorité dans la balance pour imposer l'avortement par la loi. Le président Giscard d'Estaing s'est empressé de tenir, sur ce point, les promesses du président Pompidou. Mais si l'on est pour la liberté de l'avortement, si l'on est pour une société moralement permissive, si l'on est résolu ou résigné à supporter la main-mise marxiste sur l'information culturelle, alors, en ce cas, on s'en va tout naturellement voter pour le programme commun de la gauche

unie au communisme plutôt que pour les archéo-gaullistes ou les libéraux avancés.

Déjà d'un simple point de vue électoral, si l'on voulait éviter la prochaine arrivée au pouvoir d'une majorité socialo-communiste, il faudrait cesser de faire une politique intellectuelle et morale qui inculque à la population les réflexes mentaux d'un électeur de gauche.

Mais ce n'est pas seulement leur présente colonisation marxiste qui rend radicalement nuisibles les deux monopoles de la radio-télévision et de l'enseignement. Cette colonisation n'en est que la malignité la plus immédiatement perceptible.

Une jeunesse condamnée à passer toute sa vie active en milieu scolaire, et toutes

ses soirées à la télévision, en est institutionnellement décérébrée, même si l'on suppose cette télévision et cette scolarité libérées de leur actuelle colonisation marxiste. Car toute la vie active de la jeunesse en milieu scolaire, et toutes ses soirées au spectacle télévisé, cela fait une constante contre-éducation, une révolution culturelle permanente, noyant les âmes dans un monde imaginaire, les détournant de l'apprentissage du réel et de l'apprentissage de l'effort. Il n'est pas conforme à la nature humaine de repousser obligatoirement au-delà de seize ans l'apprentissage d'un métier ; il n'est conforme aux vrais besoins d'aucun âge d'être au spectacle tous les soirs. Les besoins véritables de la nature humaine sont le bonheur familial (il n'existe pas d'autre bonheur temporel) et l'exercice d'un métier qui apporte, comme le dit Henri Charlier, un profit légitime en même temps

qu'un intérêt intellectuel et spirituel dans le travail même : la prolongation démesurée de la scolarité et l'usage quotidien de la télévision y sont puissamment contraires. Qu'on n'aille pas croire que ce sont là des problèmes simplement « moraux » au sens (d'ailleurs erroné) où un problème moral ne relèverait que de la conscience individuelle, à l'intérieur de la vie privée, et non pas de la responsabilité politique. L'enseignement et la radio-télévision sont des monopoles régis par la loi et gouvernés plus ou moins directement par l'Etat. Il revient à l'action politique du gouvernement d'en réprimer les abus et d'en régler le bon usage.

Ces considérations ne sont pas latérales ou annexes par rapport au problème politique moderne. Elles ne sont pas secondaires. Elles sont au centre de la vie politique : laquelle s'édifie par l'esprit de

sacrifice et se défait dans l'esprit de jouissance. Elles réclament, d'une manière ou d'une autre

1. - la déscolarisation des âges et des professions qui n'ont rien à faire sur les bancs d'une école ;

2. - la réduction des horaires de la télévision ;

3. - l'interdiction de toute information sexuelle faite en public par les puissances publiques, universités, écoles, églises, télévisions, cinémas, ministères, préfectures, services hospitaliers, administrations (et l'interdiction connexe des deux autres formes d'incitation politique à la luxure, qui sont la propagande pour la contraception et la liberté de l'avortement) ;

4. - la restauration, comme loi fondamentale de l'Etat, des règles de la morale

naturelle qui sont celles de tous les peuples et de tous les temps, et que résume le Décalogue, autrefois et naguère enseigné au catéchisme sous le nom de « commandements de Dieu » ; étant entendu que le Décalogue comporte, comme son nom l'indique, non pas sept commandements, mais dix, les trois premiers étant inséparables des sept qui viennent ensuite, l'omission d'un seul, ou de trois d'entre eux, constituant une atteinte à la loi naturelle que ne compense pas le maintien supposé de tous les autres. Le *bien commun temporel,* unique finalité véritable de toute action politique, ne consiste en rien d'autre, pour l'essentiel, que la transmission, l'explication, l'illustration et l'observation du Décalogue.

Ici l'on objectera peut-être que la loi naturelle ou Décalogue n'est pas habituellement et pleinement praticable sans les

grâces de la Rédemption. La remarque est juste, mais les grâces de la Rédemption ne sont pas contenues dans le bien commun naturel. Que la politique elle aussi, comme tout le reste, ait be soin des secours d'En Haut, assurément. Néanmoins cette observation ne retranche rien au fait que la politique en tant que telle a pour fonction de servir le bien commun, ni au fait que l'essence du bien commun temporel est la conservation de la loi naturelle. Si la politique, réduite à ses seules forces, n'arrive pas à promouvoir le bien commun temporel, qu'elle en prenne acte comme d'un fait d'expérience, objectif et constant; et bien connu, sauf des analphabètes spirituels de l'obscurantisme moderne ; qu'elle n'aille pas se crever les yeux en inventant de prétendre qu'elle n'aurait plus la trop difficile fonction de servir le bien commun ; ni que le bien commun ne consisterait plus essen-

tiellement dans la trop exigeante obéissance au Décalogue non mutilé.

On veut toujours imaginer un chemin supposé politiquement plus court ou plus aisé. On rêve qu'il serait possible, par quelque habileté technicienne ou astucieuse, d'économiser ses forces et de se dispenser des considérations et des exigences que l'on vient d'évoquer. On consent qu'elles définissent le bien, mais on le remet à plus tard, en déclarant qu'aujourd'hui ne réclame et d'ailleurs ne permet que le moindre mal. Il est fort vrai que le moindre mal est souvent en politique la seule forme immédiatement possible du bien commun. Mais il ne faut pas prendre pour un moindre mal celui qui ne contient plus aucune espérance ni possi-

bilité de bien ; celui qui n'aurait de bien qu'une apparence inconsistante tout juste suffisante à mettre en scène une duperie électorale de plus.

Les quatre points indiqués constituent le « programme minimum » : la déscolarisation, la réduction des horaires de la télévision, l'interdiction de toute information sexuelle publique, l'acceptation du Décalogue comme loi fondamentale de l'Etat. Une politique qui esquiverait ce programme minimum ne pourrait plus être une politique du moindre mal, car elle n'interromprait pas la dérive moderne dans un mal chaque jour de plus en plus grand. La scolarisation démesurément prolongée fabrique en effet des utopistes et des envieux mûrs pour le programme commun de la gauche unie au communisme. Les jeux du cirque de la télévision, le spectacle gratuit chaque soir, préparent

un peuple aboulique et paresseux, aspirant à l'oisiveté et non à l'effort laborieux : tôt ou tard un tel peuple votera en majorité pour le mirage socialo-communiste. L'incitation politique à la luxure, par les trois voies principales de l'information sexuelle, de la propagande pour la contraception, de la libéralisation de l'avortement, cultive l'esprit de jouissance au détriment de, l'esprit de sacrifice, et livre ses victimes, droguées et désarmées, aux séductions faciles de toutes les démagogies de la gauche. Enfin, la méconnaissance habituelle du Décalogue est la plus sûre propédeutique pour progressivement conduire une société au communisme.

On dit parfois que des propos aussi austères rendent la vertu triste. Ce qui veut être une épigramme ; mais c'est un mot profond. La vertu paraît triste à celui qui n'a pas la grâce de la pratiquer. L'idée de

la vertu est une idée triste, en effet, et même insupportable pour les peuples apostats. *Jerusalem, Jerusalem, convertere ad Dominum Deum tuum.*

- Ne voyez-vous pas que les citoyens, que les électeurs se préoccupent avant tout de la hausse des prix, du pouvoir d'achat, de l'inflation ?

Qu'ils s'en préoccupent. Mais sérieusement. La hausse des prix ne dépasse point la capacité technique, la compétence économique la plus moyenne. Elle ne pose que des problèmes simples, en quelque sorte classiques. Mais elle dépasse la capacité de gouverner qui est présentement celle de l'autorité politique.

Il y a en effet une part de l'inflation dont les causes sont intérieures : on peut lutter contre elles, avec des sacrifices.

Il y a une autre part de l'inflation dont les causes sont extérieures, hors de notre portée : on peut en supporter l'effet, voire l'atténuer, au prix d'autres sacrifices.

Mais d'où l'esprit de sacrifice pourrait-il naître, de quoi se nourrirait-il et qu'est-ce donc qui viendrait le motiver ? Le scientisme matérialiste ? la moralité permissive ? la licence sexuelle ?

Après avoir tant flatté et encouragé l'esprit de jouissance, pour en obtenir les suffrages, les chefs de la classe politique n'osent pas courir le risque de le contredire ouvertement et à angle droit. Ils pensent n'avoir d'autre ressource que de le tromper : par des promesses qui lui font

prendre patience, ou qui lui apportent des diversions, mais qui finalement l'entretiennent, le renforcent, le font plus exigeant. Et la dérive s'accentue. Et eux se maintiennent à la surface du pouvoir en flottant à la dérive. Ils n'ont pas la capacité politique d'aller à contre-courant.

Ce qui, au contraire, appartient en propre à l'autorité politique d'un véritable chef de l'Etat, c'est de (re)dire au peuple français :

« L'esprit de jouissance détruit ce que l'esprit de sacrifice a édifié. C'est à un redressement intellectuel et moral que, d'abord, je vous convie. »

TABLE

TABLE DES MATIÈRES

ACHEVÉ D'IMPRIMER EN JUILLET 1977 SUR LES PRESSES DES IMPRIMERIES RÉUNIES 22, RUE DE NEMOURS RENNES

N° d'éditeur : 1086
Dépôt légal : 2e trimestre 1977